

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DU MORBIHAN
ARRONDISSEMENT DE LORIENT
COMMUNE D'INGUINIEL

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE D'INGUINIEL
Séance du 7 octobre 2025

Nombre de conseillers	
En exercice	19
Présents	12
Pouvoirs	7
Pour	19
Contre	0
Abstentions	0

Date de convocation	30.09.2025
---------------------	------------

Secrétaire de séance	Thierry CRESPEAU
----------------------	------------------

L'an deux mille vingt-cinq, le sept octobre, à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la Commune d'INGUINIEL, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de Monsieur Jean Louis LE MASLE, Maire.

Présents : Jean Louis LE MASLE, Philippe FLÉGEAU, Gérard BENOIT, Thierry CRESPEAU, Martine GRANDVALET, Sébastien HELLEGOUARCH, Sylvie JOUBAUD, Cédric LECLERC, Sabine QUEMENER, Laurent DANIEL, Yann URVOIS, Christian LE SAËC

Absents excusés ayant donné pouvoir : Virginie GOMBERO donne pouvoir à Jean Louis LE MASLE; Natacha PINHAS donne pouvoir à Gérard BENOIT ; Christelle LE STRAT donne pouvoir à Martine GRANDVALET ; Solène QUEIGNEC donne pouvoir à Sylvie JOUBAUD ; Peggy MAGNIER-HENRY donne pouvoir à Cédric LECLERC ; Frédéric THOMAS donne pouvoir à Thierry CRESPEAU ; Martine LE HAY BOUGLOUAN donne pouvoir à Yann URVOIS.

2025/059

P.L.U. - Approbation de la modification de droit commun n°1

Monsieur Le Maire d'Inguiniel a prescrit le 20 novembre 2024 la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 24 octobre 2017, ayant pour objet d'ouvrir partiellement à l'urbanisation la partie sud de la zone 2AUe située au nord du bourg, afin de pouvoir y implanter le Centre d'Intervention et de Secours, et accompagner cette ouverture à l'urbanisation d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur la zone 1AUe ainsi créée.

Le Conseil municipal a délibéré le 21 novembre 2024 sur la justification de l'ouverture partielle à l'urbanisation d'une zone 2AU de moins de 9 ans en vue de la relocalisation du Centre d'Intervention et de Secours. Il a décidé le lancement d'une évaluation environnementale et a défini les modalités de la concertation par délibération du 3 décembre 2024. Il a délibéré le 6 février 2025 sur le bilan de la concertation.

Le projet incluant l'évaluation environnementale a été transmis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) qui a rendu le 21 mai 2025 un avis tacite selon lequel elle est réputée n'avoir aucune observation à formuler. Le projet a également été notifié aux Personnes Publiques Associées qui ont formulé leurs avis entre mars et avril 2025.

Une enquête publique conjointe aux modifications n°1 et n°2 du PLU, incluant notamment le projet de modification n°1 du PLU, assortis des avis de la MRAe et des PPA, s'est tenue à la mairie d'Inguiniel entre le 2 juin et le 3 juillet 2025. Avec l'accord du commissaire enquêteur, une note de présentation d'évolution des OAP n°9 (mdc1) et n°10 (mdc2), telle que présentée à la commission Urbanisme et Travaux du 21 mai 2025, a été ajoutée dès le premier jour de l'enquête, afin que l'information du public soit la plus complète possible (*se reporter à la note de synthèse jointe à la présente délibération*).

Durant l'enquête publique, le commissaire-enquêteur a reçu 8 personnes durant ses permanences et 8 observations ont été déposées (5 consignées sur le registre papier, 2 sur le registre dématérialisé et 1 envoyée par courrier). Deux observations concernaient un sujet relevant de la modification n°1 du PLU.

Le commissaire-enquêteur a ensuite présenté son procès-verbal de synthèse, auquel la commune a répondu dans un mémoire en réponse. Le commissaire-enquêteur a remis le 29 juillet 2025 son rapport et ses conclusions, dans lesquels il émet un avis favorable assortis de recommandations aux projets de modifications n°1 et n°2 du PLU. L'une de ces recommandations a une incidence sur la modification n°1 du PLU :

- OAP n°10 : retenir le projet d'OAP déposé au début de l'enquête publique et y ajouter une bande de 4 mètres de large le long du terrain des services techniques communaux ;

M. Le Maire présente à l'Assemblée les avis des instances consultées ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur *(se reporter à la note de synthèse jointe à la présente délibération)*.

Il expose les amendements qu'il propose d'apporter au projet de modification n°1 du PLU, en précisant que ces changements n'ont pas pour objet de modifier l'économie générale du projet ni les orientations développées dans le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLU opposable. Ces amendements sont les suivants *(voir détails dans la note de synthèse jointe à la présente délibération)* :

- l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°9 évolue, en cohérence avec les projets d'OAP n°9 et 10 déposés au début de l'enquête publique,
- en conséquence, le règlement graphique évolue à la marge pour décaler la limite nord de la zone 1AUe correspondant à l'OAP n°9 de 4 mètres vers le nord, afin de permettre la création d'un talus planté sur le terrain d'assiette du futur Centre d'Intervention et de Secours.

L'additif au rapport de présentation et l'évaluation environnementale ont également été enrichis des éléments et précisions apportées lors de la phase d'enquête publique, ainsi que pour tenir compte des ajustements apportés après l'enquête.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-36 et suivants relatifs à la modification des plans locaux d'urbanisme ;

Vu le Plan local d'urbanisme approuvé le 24 octobre 2017 ;

Vu l'arrêté municipal n°2024/132 en date du 20 novembre 2024 qui a prescrit la modification de droit commun n°1 du PLU ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 21 novembre 2024 justifiant l'ouverture partielle à l'urbanisation d'une zone 2AUe de moins de 9 ans en vue de la relocalisation du Centre d'Intervention et de Secours ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 3 décembre 2024 décidant, dans le cadre de la modification n°1 du PLU, du lancement d'une évaluation environnementale et définissant les modalités de la concertation ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation ;

Vu l'avis n° 2025-012167 de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale en date du 21 mai 2025 ;

Vu les avis des Personnes Publiques Associées ;

Vu l'arrêté municipal n°2025/043 en date du 25 avril 2025 portant la modification de droit commun n°1 du PLU à l'Enquête Publique ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur remis le 29 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que la liste des évolutions apportées au projet de modification de droit commun n°1 du PLU présenté à l'enquête publique, pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, des conclusions du commissaire enquêteur, des avis des PPA et de l'information de la MRAe, est présentée plus haut et est détaillée dans la note jointe à la présente délibération ;

CONSIDÉRANT que les conclusions de l'enquête publique et les avis émis par les PPA justifient les évolutions apportées au projet de modification de droit commun n°1 du PLU exposées dans la présente délibération ;

CONSIDÉRANT que les évolutions ponctuelles et non substantielles apportées au projet de modification de droit commun n°1 du PLU constituent des ajustements qui n'ont pas pour effet d'infléchir les partis d'urbanisme retenus dans le PADD et ne bouleversent pas l'économie générale du projet de modification n°1 ;

CONSIDERANT que le dossier de projet de modification de droit commun n°1 du PLU d'Inguiniel, tel qu'il est présenté au Conseil Municipal, est prêt à être approuvé ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **DECIDE** d'amender le projet de modification de droit commun n°1 du PLU qui a été soumis à enquête publique selon la liste exposée dans la présente délibération, au regard des avis émis par la population lors de l'Enquête Publique, des avis des Personnes Publiques Associées, de la MRAe et du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur ;
- **APPROUVE** la modification de droit commun n°1 du PLU telle qu'annexée avec son contenu à la présente délibération,
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'une transmission au Préfet et des mesures de publicité et d'affichage prévue par la loi, que le dossier de modification de droit commun n°1 du PLU sera tenu à disposition du public et qu'il sera rendu exécutoire à l'issue des mesures de publicité et d'affichage précitées.

Pour extrait certifié conforme,

Jean Louis LE MASLE
Maire

Le secrétaire de séance